

Département des Hautes-Alpes



Commune de Cervières

PLAN LOCAL D'URBANISME

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du 5 mars 2020

Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 2021

Le Maire
Jean-Franck VIOUJAS

Juillet 2021

PLU approuvé

Auteurs : DD / AK



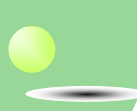
Atelier d'urbanisme et environnement CHADO

1 impasse du muséum
05000 GAP

☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

atelierchado@orange.fr

**2. PROJET
D' AMENAGEMENT ET DE
DEVELOPPEMENT DURABLE**



Commune de Cervières



Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Mars 2019



Sommaire

**Cervières un territoire « carte postale » mais un territoire vivant
Cervières une commune « à part » au sein du briançonnais**

**Une ambition d'excellence environnementale à décliner dans toutes les
entités du territoire**

Secteurs de pleine nature et pastoralisme

Secteurs d'agriculture et de chalets d'estive

Fond de vallée et secteurs d'urbanisation

Zoom sur les secteurs urbanisés

**Objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte
contre l'étalement urbain**

Cervières un territoire « carte postale » mais un territoire vivant

Cervières une commune « à part » au sein du briançonnais



La commune de Cervières a le privilège de posséder une des rares vallées des Alpes françaises restée pratiquement intacte depuis sa reconstruction après guerre.

Le PADD s'attache à fixer les orientations générales permettant de concilier la préservation de cette richesse exceptionnelle et privilégiée de la commune avec le maintien d'une vie locale et agricole dynamique.

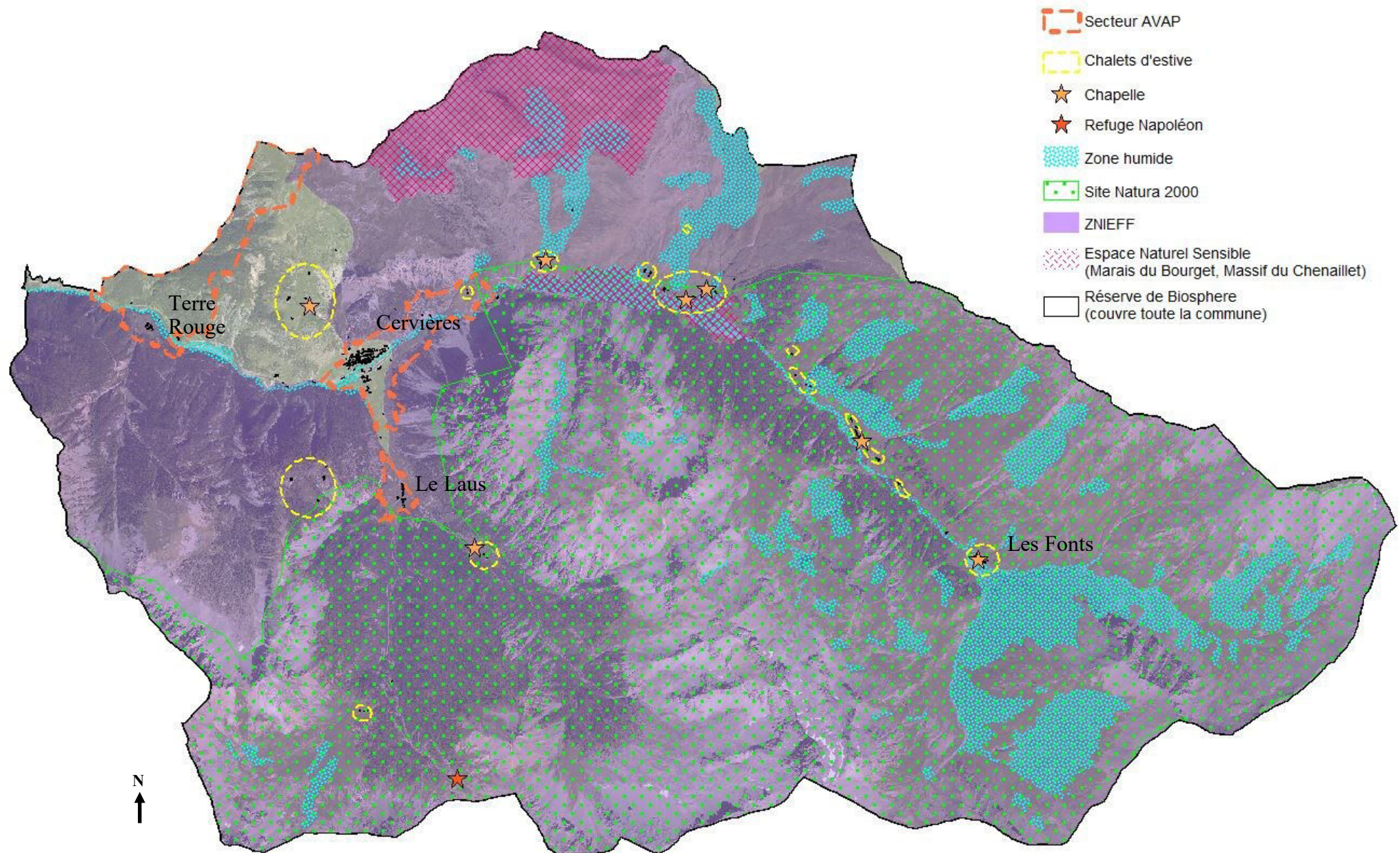
Le projet communal reprend et s'inscrit dans la continuité du PADD du SCOT du Briançonnais prônant l'excellence environnementale comme ambition de tout développement.

La commune de Cervières fait partie intégrante de l'agglomération Briançonnaise, cependant de par sa localisation excentrée et son passé historique elle s'inscrit dans une singularité et une relative autonomie.

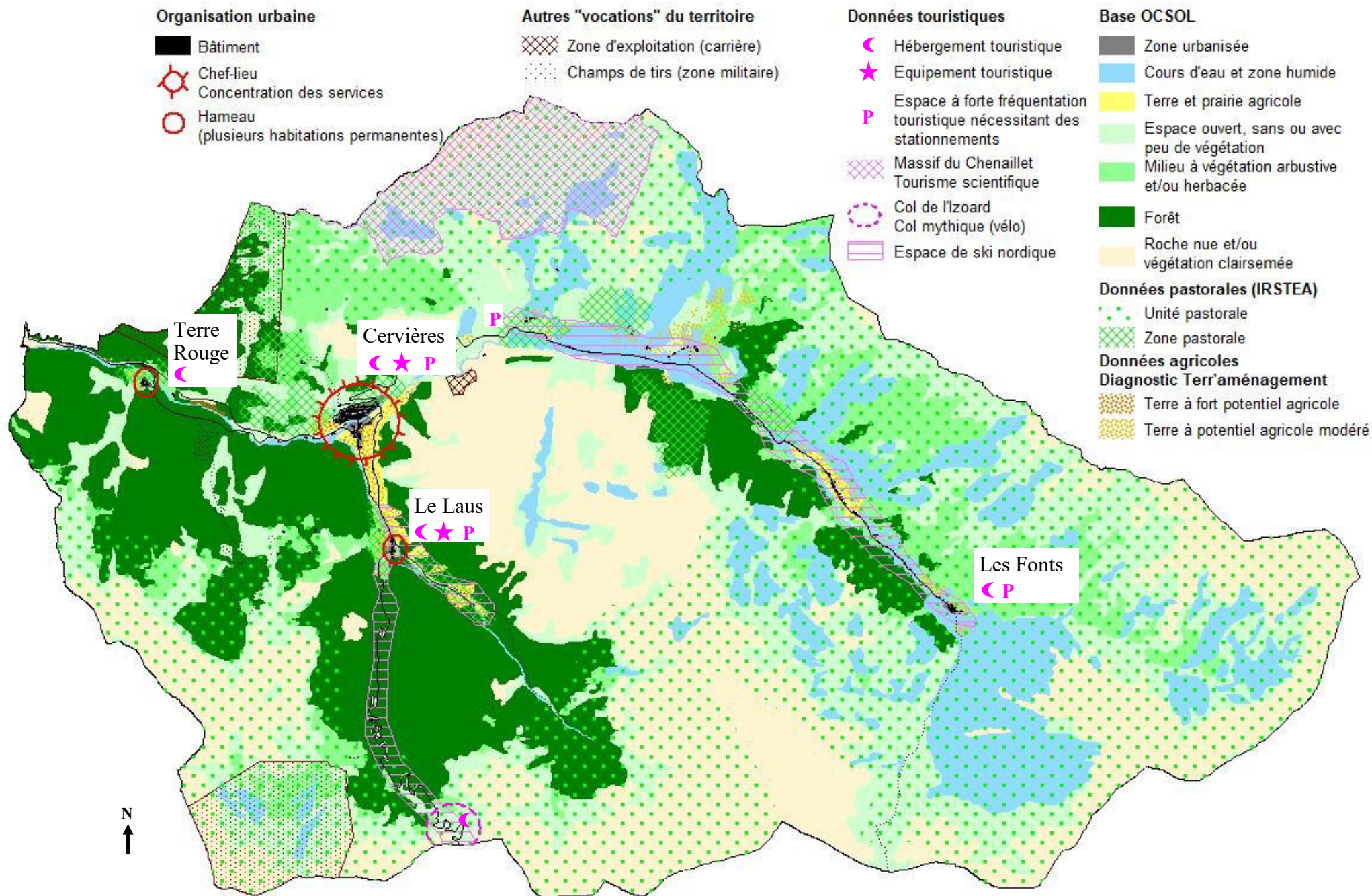
Cervières est le creuset d'enjeux contradictoires et exacerbés mêlant attentes et besoins des habitants, usagers et utilisateurs différents. Cette ambivalence de la commune se ressent sur l'ensemble des pans de son développement :

- Une biodiversité et un paysage exceptionnel, entretenus par une agriculture toujours active et dynamique // Une agriculture qui doit pouvoir continuer de se développer y compris par l'accueil de nouvelles exploitations et/ou diversifications d'activités : poly-activité, agri-tourisme, transformation, vente directe...
- Un patrimoine architectural remarquable, identitaire et singulier // un enjeu d'évolution et de transformation nécessaire du bâti en vue de l'accueil de nouveaux habitants nécessaires au maintien d'une dynamique de vie à l'année.
- Un terrain de découverte, de pratiques sportives, de patrimoine, d'attractivités touristiques privilégiées et de fréquentation importante // une nature, une agriculture, un patrimoine, « une intimité » et une qualité de vie à préserver
- Un tourisme comme locomotive de l'économie locale et de celle de l'ensemble du briançonnais // une commune qui a su résister aux sirènes du tourisme de masse et à l'artificialisation et qui doit savoir assumer sa place singulière et de fer de lance d'un « autre tourisme », plus « modéré », plus « éco-responsable », sachant concilier attractivité, développement local, préservation de son patrimoine et de son cadre de vie.
- Une commune dépendante du bassin d'emploi, des services, des commerces et équipements de l'agglomération briançonnaise // une commune dynamique et autonome, sur des champs d'activités propres : agriculture, agri-tourisme, tourisme, production énergétique, équipements publics à destination de la population...
- Un territoire hostile (contraintes de risques, d'ensoleillement, d'accès et de desserte) // Un besoin de développement urbain afin de préserver un village vivant.

Cervièrès, une impressionnante richesse environnementale et patrimoniale



Cervières, un territoire aux vocations multiples





Une ambition d'excellence environnementale à décliner dans toutes les entités du territoire

L'analyse du territoire communal a permis de dégager une typologie de secteurs pour chacun desquels des enjeux spécifiques peuvent être définis ainsi que des actions à mettre en place dans le cadre du PLU de la commune.

Secteurs de « pleine nature et pastoralisme ». Il s'agit des parties naturelles et pastorales dont le fonctionnement écologique n'est plus sous influence de l'urbanisation existante. Ces parties naturelles sont donc vierges de toutes constructions mais peuvent être soumises à une pression touristique forte en raison de leur fréquentation : Massif du Chenaillet et frontières des domaines skiables de Montgenèvre et Clavières, col de l'Izoard...

Secteurs « Agriculture et chalets d'estive ». Il s'agit des secteurs de chalets d'alpages de la vallée de la Ceyverette – (Vallée des Fonts), Chalets de l'Alp, Chalets de l'Izoard et de la Lausette. Ces secteurs non habités à l'année, se trouvent cependant au croisement des enjeux agricoles – écologiques - patrimoniaux (chalets d'alpages, bâtiments d'estives, patrimoine militaire) et touristiques.

Fond de vallée et secteurs urbanisés. Il s'agit du secteur de vie à l'année, creuset de tous les enjeux : urbanisation, équipements et services à la population, exploitations agricoles, axes de circulation... Ce secteur fait l'objet de 2 zooms : sur les enjeux spécifiques du fond de vallée en général et sur les zones urbaines en particulier.

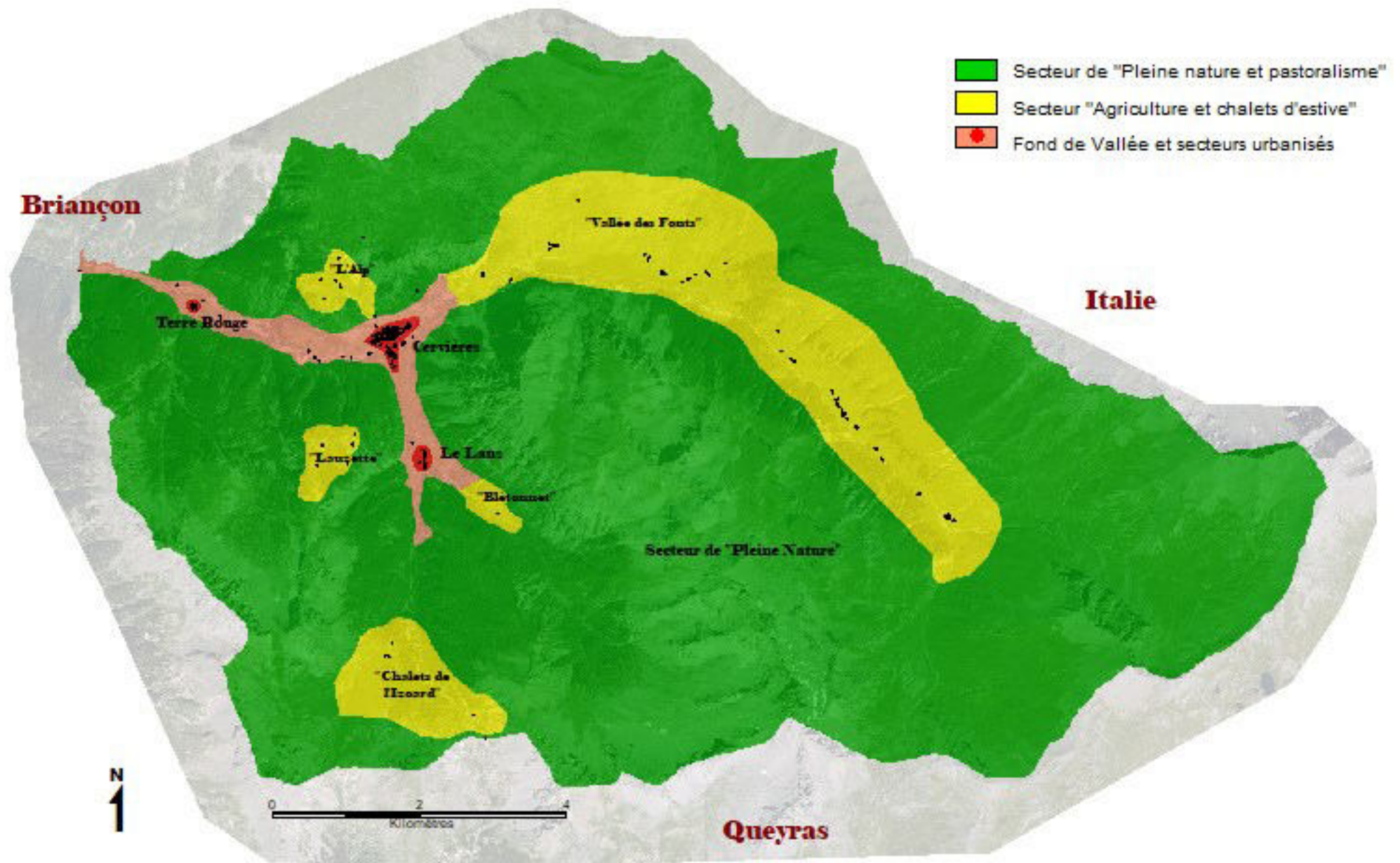
Cas Particuliers (intégrés au secteur pleine nature et pastoralisme). Il s'agit de secteurs aux problématiques spécifiques qui se croisent avec les enjeux généraux des secteurs prédéfinis ci avant : Secteurs de patrimoines et manœuvres militaires, Refuge Napoléon, projet de réserve géologique du Chenaillet, secteurs d'exploitations forestières, de matériaux et de production hydro-électrique.



© Laure Guillaud



Une ambition d'excellence environnementale à décliner dans toutes les entités du territoire



Secteurs de pleine nature et pastoralisme

Contexte et enjeux :

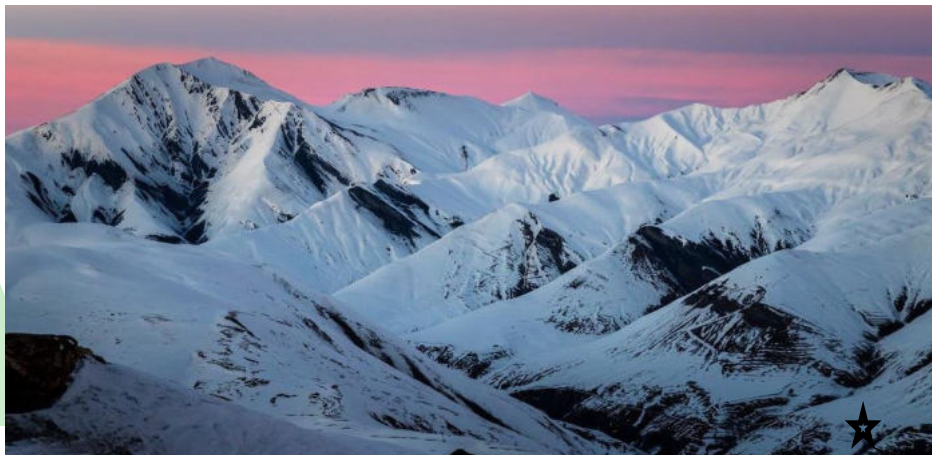
L'éloignement des secteurs de pleine nature et pastoralisme de toute urbanisation assure une certaine protection à ces espaces, en particulier au regard des enjeux de développement de l'urbanisation. Cependant ces espaces restent soumis à une fréquentation touristique et à une pratique pastorale importantes. Si le document d'urbanisme n'est pas compétent pour fixer une régulation de la fréquentation et des pratiques du site, il peut cependant se positionner sur le développement ou à contrario le non développement de certains aménagements et projets.

Cet espace couvre également les grands domaines forestiers de la commune.

Orientations et engagements prônés par la commune :

Le fil conducteur du projet de la commune est la préservation de ces espaces remarquables.

- Inscrire un principe d'inconstructibilité de ces espaces au niveau du projet de PLU : prise en compte des zones humides très présentes et des zones d'enjeux écologiques (ZNIEFF, Zone Natura 2000, projet de réserve géologique), en dehors des espaces particuliers faisant l'objet d'une autorisation d'exploitation spécifique : Carrières, forêts soumises à gestion forestière, champs de tir militaire.
- Assumer une opposition au développement d'aménagement de domaine skiable alpin.
- Mener une réflexion sur une dérogation limitée au principe d'inconstructibilité dans le cadre d'une prise en compte stricte des besoins liés au pastoralisme saisonnier d'altitude et à la mise en œuvre de mesure de protection des troupeaux en cohabitation avec le loup ainsi qu'à la gestion des espaces forestiers.
- Accompagner l'entretien des sentiers et itinéraires dans une logique d'accès et de découverte de ces milieux exceptionnels tout en encadrant les flux et en sensibilisant la population à la richesse mais aussi à la fragilité de ces milieux : restructuration et entretien des sentiers et chemins ainsi que des pistes de ski de fond, création et entretien de sentiers pédagogiques : Bourget, Chenaillet, Forêt du Laus....
- Prendre en compte la préservation et la valorisation du patrimoine militaire.
- Soutenir et valoriser l'activité du tourisme de pleine nature, du tourisme scientifique et de découverte patrimoniale, sous réserves de pratiques et d'aménagements respectueux de la bonne fonctionnalité écologique des lieux.





Secteurs « Agriculture et chalets d'estive »

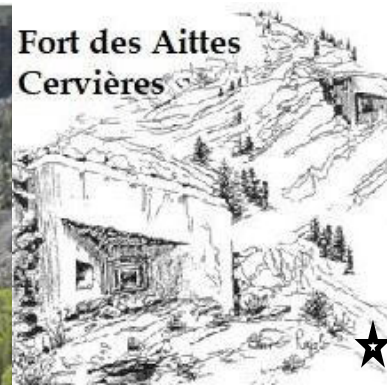
Contexte et enjeux :

Les secteurs d'estives bénéficient d'un fort consensus sur leur valeur patrimoniale et sur l'enjeu global de leur mise en valeur et préservation. Cependant, cet enjeu de mise en valeur et préservation relève de conceptions parfois assez opposées. Les secteurs d'estives se trouvent ainsi à la conjoncture de pressions et d'enjeux importants, parfois contradictoires :

- Enjeux autour du bâti existant : patrimoine identitaire à préserver mais dont les vocations ont évolué, un patrimoine entre passé et modernité, une pression foncière de plus en plus forte, des attentes ayant évolué avec les pratiques du site.
- Enjeux autour de la desserte (voirie, réseaux, secours...) et du mode d'occupation des constructions : préservation du caractère d'estive ou volonté d'une occupation à l'année.
- Enjeux agricoles entre préservation des paysages et de la biodiversité et activité de production avec la question du besoin en nouveaux bâtiments, du voisinage avec un bâti existant ayant perdu sa vocation agricole, des conflits d'usage de ces espaces et d'une pression foncière de plus en plus forte.
- Enjeux environnementaux s'articulant avec les enjeux agricoles sur les mêmes problématiques.
- Enjeux touristiques : s'il y a consensus sur une volonté forte de préserver Cervières d'un tourisme de masse et de l'artificialisation qui l'accompagne. La frontière entre un tourisme « doux et éco-responsable » et un tourisme trop impactant sur les milieux naturels et agricoles ainsi que sur la qualité de vie est plus ténue.

Orientations et engagements prônés par la commune :

- Soutenir et accompagner l'agriculture sur la commune par un zonage adapté permettant une certaine constructibilité, limitée et encadrée y compris au niveau architectural et paysager.
- Préserver un mode d'occupation saisonnier des secteurs d'estives.
- Savoir tenir compte des évolutions des modes d'occupations et d'usages tout en restant attentif à la préservation de ce patrimoine dans ses caractéristiques architecturales et au maintien d'une occupation uniquement saisonnière (secteur d'estive).
- Soutenir et valoriser l'activité du tourisme de pleine nature, du tourisme scientifique et de découverte patrimoniale, sous réserves de pratiques et d'aménagements respectueux de la bonne fonctionnalité écologique et agricole des lieux.
- Savoir accompagner les problématiques d'accès, de flux et stationnement et mettre en œuvre un plan de gestion cohérent en concertation avec les structures et associations de préservation, le monde agricole, les gestionnaires des sites, les professionnels et les propriétaires. Problématiques estivales comme hivernales avec l'accès et la fréquentation du domaine de ski de fond et de randonnée nordique.
- Accompagner l'entretien des sentiers et itinéraires dans une logique d'accès et de découverte de ces milieux exceptionnels tout en encadrant les flux et en sensibilisant la population à la richesse mais aussi à la fragilité de ces milieux.
- Prendre en compte la préservation et la valorisation du patrimoine militaire.



Fonds de vallées et secteurs d'urbanisation

Contexte et enjeux :

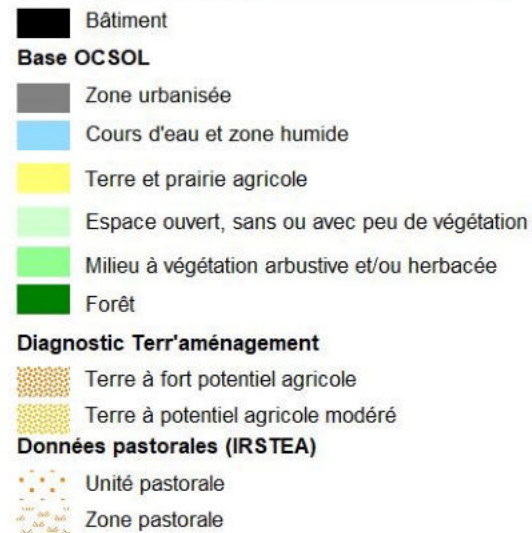
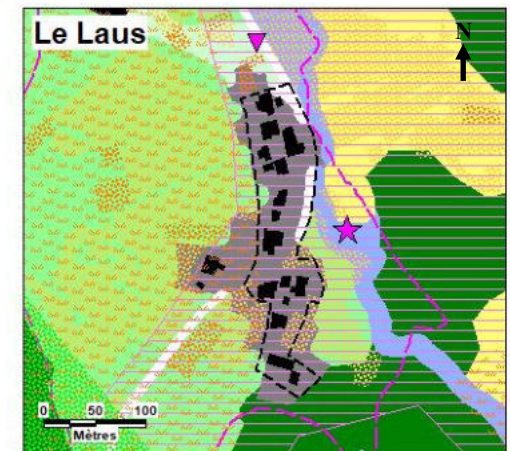
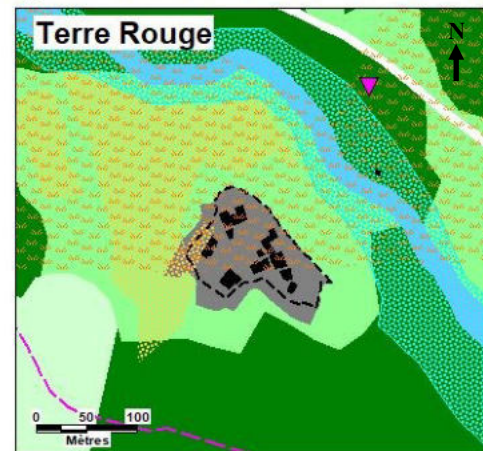
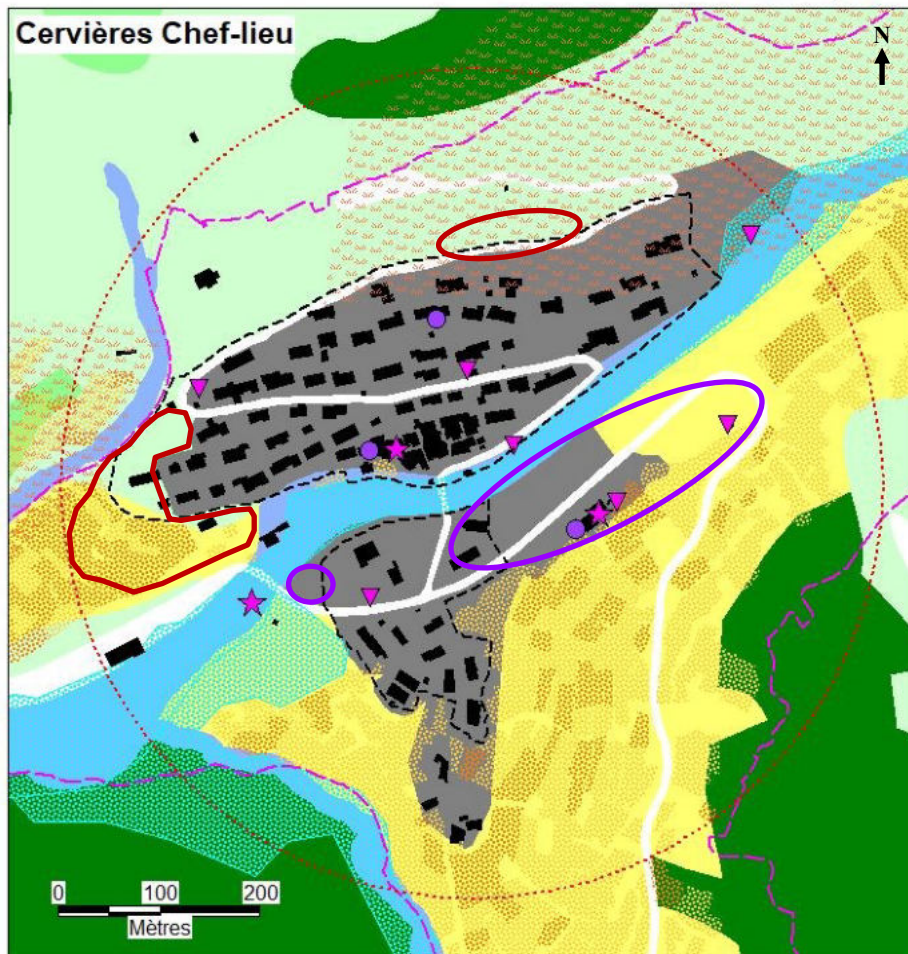
Les fonds de vallées sont le creuset de tous les enjeux :

- Enjeux de développement urbain et d'accueil de nouvelles constructions et équipements.
- Enjeux autour du bâti existant : patrimoine identitaire à préserver mais dont les vocations ont évolué, un patrimoine entre passé et modernité, une pression foncière de plus en plus forte, des attentes ayant évolué avec les pratiques du site.
- Enjeux autour de la desserte (voirie, réseaux, secours...) et de la gestion du stationnement y compris touristique.
- Enjeux agricoles entre préservation des paysages et de la biodiversité et activité de production avec la question du besoin en nouveaux bâtiments, du voisinage avec un bâti existant ayant perdu sa vocation agricole, des conflits d'usages.
- Enjeux environnementaux s'articulant avec les enjeux agricoles sur les mêmes problématiques.
- Sécurisation des biens et des personnes par la prise en compte des risques naturels dans les choix d'aménagement.
- Enjeux de continuité de l'urbanisation au titre de la loi montagne.

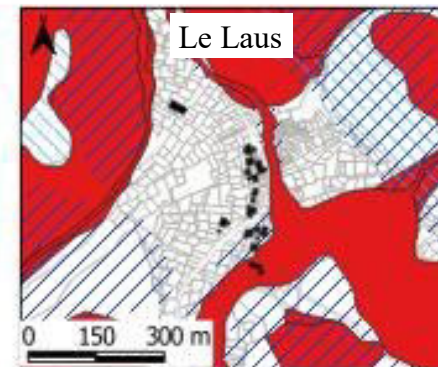
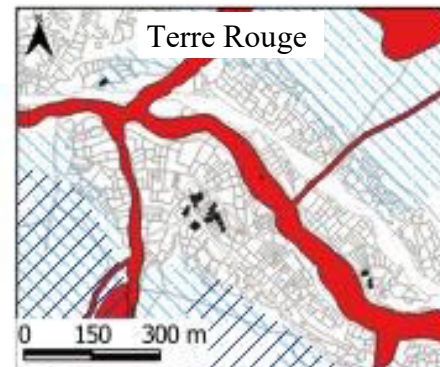
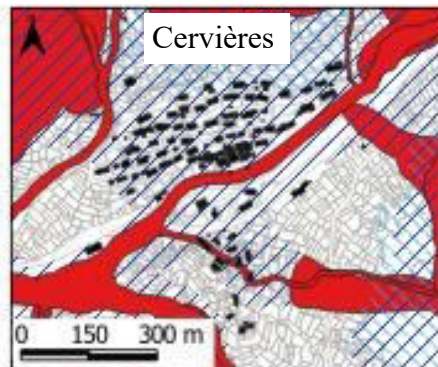
Orientations et engagements prônés par la commune :

- Assumer le choix d'une urbanisation limitée centralisée sur le centre bourg (voir zoom sur les secteurs urbanisés)
- Mettre en œuvre un zonage agricole complexe par des secteurs adaptés à la prise en compte de différents enjeux :
 - Enjeux de bon fonctionnement des exploitations agricoles, intégrant les besoins de développement et d'installations, mais également favorisant une complémentarité économique des exploitations caractéristiques d'une tradition alpine : poly-activité, agri-tourisme, transformation, vente directe...
 - Enjeux paysagers des espaces agricoles en particulier au niveau des perceptions visuelles et co-visibilité avec la Chapelle St Michel, espace agricole très largement sous couvert de l'AVAP.
 - Enjeux de vocation mixte de certains secteurs : agricole et pratique du ski de fond, de la randonnée nordique, fond de neige ludique en période hivernale (fond de neige du Laus).
 - Prise en compte d'un foncier très contraint, venant encadrer très fortement les possibilités de nouvelles constructions nécessaires à l'exploitation agricole et à l'installation de nouveaux exploitants : une très large majorité des espaces agricoles sont non accessibles à l'année (secteur de pleine nature et pastoralisme et secteur d'agriculture et chalets d'estive), un espace d'exploitation à l'année restreint au fond de vallée, lui-même très impacté par les risques naturels et par une topographie abrupte dans la partie aval en direction de Briançon.
- Prendre en compte la gestion des flux touristiques et problématiques de stationnement dans un souci d'intégration paysagère et de cohabitation avec l'activité agricole et la vie à l'année.
- Préserver les continuités écologiques en fond de vallée et pas uniquement au sein des réservoirs de biodiversité que constituent les secteurs de « Pleine Nature et pastoralisme ».

Principaux enjeux sur le chef-lieu et les hameaux



Les risques naturels sur le chef-lieu et les hameaux



Zoom sur les secteurs urbanisés

Contexte et enjeux :

La commune porte une volonté affirmée de favoriser la revitalisation, la réhabilitation et la réutilisation du patrimoine bâti existant des centres anciens du chef-lieu, du Laus et de Terre Rouge mais également du patrimoine de la « reconstruction ». Cette volonté trouve retranscription dans la démarche concertée de mise en place du PLU et d'une AVAP (aire de valorisation architecturale et paysagère).

Le choix des zones de développement pour l'accueil de nouvelles constructions est issu de l'analyse croisée des différents enjeux portant sur le fond de vallée dans un principe de balance bénéfices - préjudices :

- Prise en compte des risques naturels en tant qu'invariant des choix d'urbanisation : exclusion de tous secteurs soumis à des risques forts (en l'état des connaissances : cartographie informative DDT05, études ponctuelles...)
- Prise en compte des enjeux paysagers et patrimoniaux : prise en compte de la forme urbaine et des enjeux d'insertion paysagère, du périmètre de protection des monuments historiques, de l'AVAP (aire de valorisation architecturale et paysagère), des potentialités et contraintes du patrimoine architectural existant.
- Prise en compte des enjeux agricoles : périmètre de réciprocité des bâtiments d'élevage
- Prise en compte des capacités des réseaux et conditions de desserte et d'aménagement
- Prise en compte des contraintes foncières et parcellaires
- Prise en compte des attentes et besoins de la population actuelle et à accueillir.

Les secteurs urbanisés constituent le socle d'une qualité de vie à l'année à préserver et à conforter par un ensemble d'aménagements et d'équipements.



Zoom sur les secteurs urbanisés

Le Laus – Terre Rouge

La commune a choisi de limiter le développement de l'urbanisation sur les hameaux du Laus et de Terre Rouge, choix retenu au bénéfice d'une concentration de la surface ouverte à l'urbanisation sur le Chef-lieu :

- Inscrire le tracé des zones urbanisées du Laus et de Terre Rouge au sein de la tache urbaine existante de ces hameaux.
- Recentraliser les capacités urbaines sur le chef-lieu afin de prendre en compte l'éloignement du Laus et de Terre Rouge dans une problématique de rationalisation des déplacements, de densification et centralisation des capacités urbaines plus aptes à faciliter :
 - la mise en œuvre de transports en commun et de pratiques alternatives de déplacements : covoiturage, transport collectif à la demande...
 - la fréquentation et l'utilisation d'équipements collectifs : salle communale, mise en place d'un point de commerce de proximité ou d'un commerce ambulant,
 - le développement d'une vie de village dynamique
- Recentraliser les capacités urbaines sur le chef-lieu afin de prendre en compte les capacités restreintes des réseaux sur Terre Rouge et les Laus (travaux de rénovation de la station d'épuration et problématique d'alimentation en eau potable)
- Prévenir des conflits d'usages et préserver les périmètres de bonne fonctionnalité des exploitations agricoles présentes sur ces hameaux et pour l'instant préservées des problématiques d'enclavement que peuvent connaître à l'heure actuelle les fermes de la « reconstruction » encore en activité au sein de la zone urbanisée du Chef-Lieu.
- Préserver le caractère et la forme urbaine des hameaux du Laus et de Terre Rouge, par un zonage urbain soulignant la silhouette de ces hameaux dans le cadre du PLU et la mise en œuvre de périmètre de protection dans le cadre de l'AVAP, qui viennent assurer la préservation des caractéristiques du patrimoine bâti, encadrer les interventions et la mise en valeur de ces hameaux.
- Tenir compte des facteurs d'ensoleillement plus favorable au Chef lieu que sur le Laus et Terre Rouge.



Zoom sur les secteurs urbanisés

Chef-Lieu

- Encourager et faciliter la réhabilitation du patrimoine bâti du centre historique et des fermes de la reconstruction par les dispositions du PLU et de l'AVAP afin d'accompagner une nécessaire adaptation du patrimoine bâti remarquable aux enjeux et attentes d'habitabilité actuels.
- Articuler les dispositions du PLU et de l'AVAP afin d'assurer la cohérence entre les ensembles bâtis (Centre ancien, quartier de la reconstruction, extensions urbaines récentes, Eglise St Michel, maison Faure-Vincent) et les éléments paysagers majeurs, marqueurs de l'identité de la commune, tout en prenant en compte l'exposition aux risques naturels et la préservation de l'agriculture.
- Avoir une attention particulière à la gestion des espaces libres au sein de la forme urbaine du chef-lieu.
- Sectoriser les enveloppes foncières de développement sur le chef-lieu résultant de l'analyse croisée des différents enjeux dans un principe de balance bénéfices - préjudices : Prise en compte des risques naturels, enjeux patrimoniaux et paysagers, principe de continuité de l'urbanisation au titre de la loi montagne, enjeux agricoles et besoins d'accueil de population et de diversité des formes d'habitats pour répondre aux attentes de la population (coût, ensoleillement, qualité de vie, accessibilité...).
- Prioriser la maîtrise communale du foncier dans le choix des secteurs d'urbanisation future afin de favoriser l'accession à des ménages modestes (location et ou acquisition).

L'analyse croisée effectuée au diagnostic a mis en relief 3 secteurs pour accueillir potentiellement le développement futur de la construction sur le chef-lieu et donc sur la commune (centralisation de l'ouverture à l'urbanisation sur le chef-lieu) : Rive gauche – Château, plateau des Auches, partie amont du secteur de la « reconstruction »

- Ne pas retenir d'extension de l'enveloppe foncière sur le secteur du château. Ce secteur est le moins sensible au regard des enjeux patrimoniaux et paysagers mais est le plus soumis aux risques naturels, certaines parcelles étant soumises à un risque fort et donc inconstructibles. Il présente par ailleurs un enjeu agricole fort.
- Prioriser la constructibilité du foncier communal : dents creuses au sein du secteur de la « reconstruction » et l'extension amont. Ce secteur est situé dans le périmètre de 500 m de l'Eglise Saint Michel et devra faire l'objet d'encadrements (PLU / AVAP) permettant d'assurer son insertion paysagère avec l'Eglise Saint Michel et le quartier de la « reconstruction », en particulier par un travail des volumes et de la forme urbaine sachant s'inspirer de l'esprit des bâtiments de la reconstruction. La constructibilité de ce secteur devra tenir compte également de la gestion du risque naturel faible mais non absent.
- Ouvrir un secteur d'urbanisation en prolongation du quartier de la « reconstruction » sur le secteur du plateau des Auches. Ce secteur présente un enjeu agricole fort, comme l'intégralité des terrains « plats » du fond de vallée, mais présente l'avantage majeur d'être le seul secteur en continuité de l'urbanisation n'étant soumis à aucun risque naturel. Ce secteur est donc stratégique pour l'accueil de nouvelles habitations. Situé dans le périmètre de 500 m de l'Eglise Saint Michel et en prolongation directe du quartier de la reconstruction, lui aussi devra faire l'objet d'un encadrement fort (PLU/AVAP) garant de son insertion paysagère.

Zoom sur les secteurs urbanisés

Politiques d'aménagements et d'équipements publics et d'intérêt collectif

- Mettre en œuvre des travaux du Schéma directeur d'alimentation en eau potable : travaux de desserte du hameau de Terre Rouge, achèvement des protections des captages
- Poursuivre l'offre de services et d'équipements favorisant la qualité de vie et la cohésion sociale.
- Réalisation de la « Maison communale » dans l'ancienne école: accueil nouvelle mairie, création d'une maison de services au public et de logements communaux.
- S'interroger sur le devenir du bâtiment « le Roche Brune »
- Pérenniser et diversifier la production d'énergie renouvelable locale : vers l'indépendance énergétique : Engager l'ensemble du parc immobilier dans la transition énergétique, poursuivre la mobilisation du potentiel hydro-électrique de la commune
- Anticiper les problématiques de gestion des flux touristiques et problématiques de stationnement dans un souci d'intégration paysagère et de cohabitation avec l'activité agricole et la vie à l'année.



Foyer ski fond – salle des fêtes
médiathèque

Ecole – projet de reconversion en cours :
future mairie, maison de services au public et
logements communaux



Mairie actuelle et logements
communaux

Objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

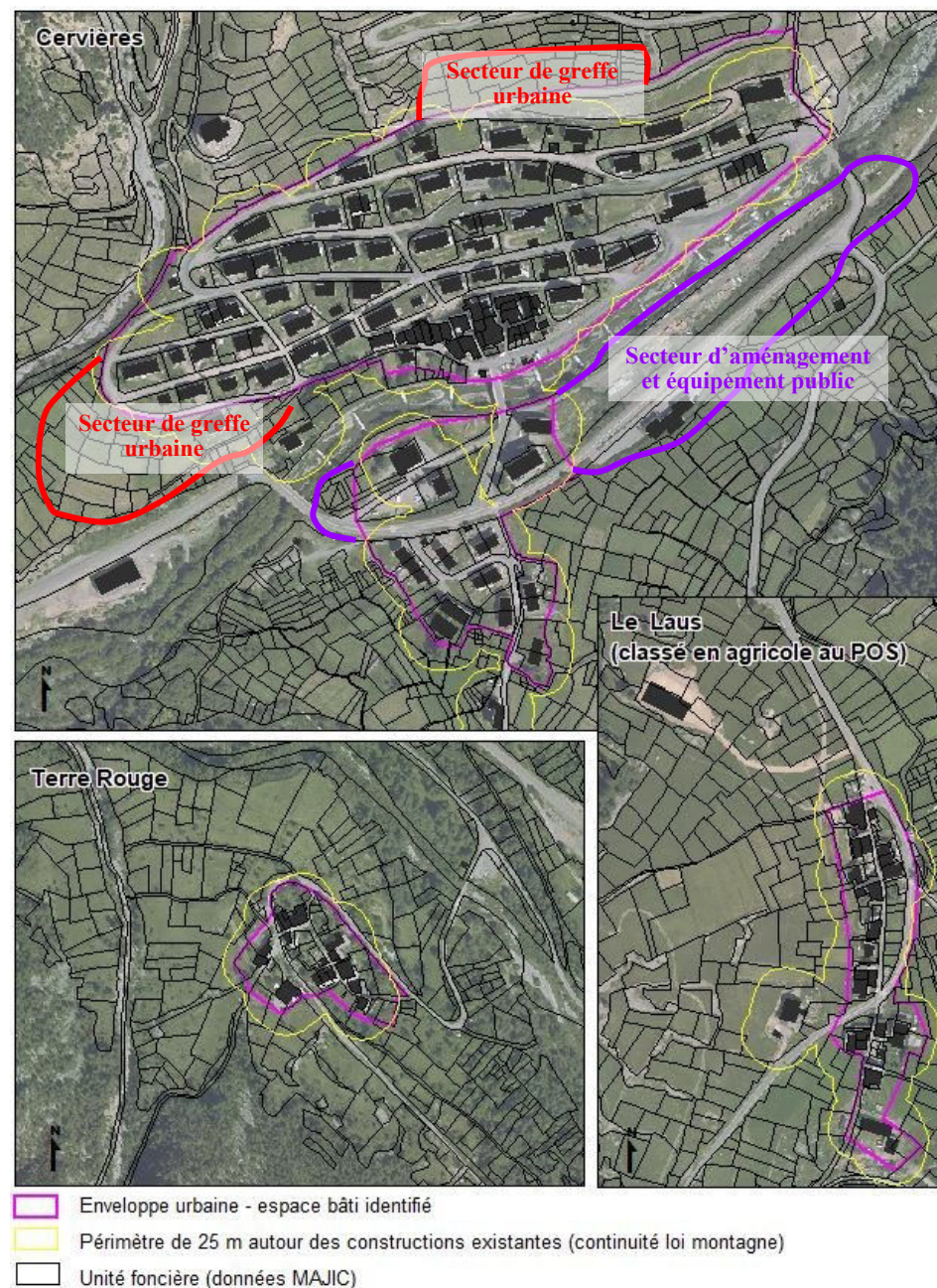
- Priorité 1 : Favoriser la réhabilitation du patrimoine bâti existant en enveloppe urbaine.
- Priorité 2 : Prioriser la mobilisation du potentiel des grandes unités foncières en enveloppe agglomérée. La priorisation de la densification de l'enveloppe agglomérée doit cependant composer avec la préservation des éléments identitaires (jardins, respirations, ouverture sur le grand paysage...) et de diversité écologique en enveloppe urbaine que constitue le potentiel de mutation des espaces non bâtis au sein d'unités foncières déjà bâties ou de petites tailles (moins de 2500 m²).
- Priorité 3 : Répondre au besoin d'accueil de nouveaux ménages en construction neuve par une enveloppe foncière raisonnée limitant au maximum les impacts sur les espaces agricoles et naturels et assurant l'optimisation de ces espaces par une forme urbaine dense présentant une densité minimale de **20 logements/ha**.
 - S'inscrire dans l'enveloppe foncière des parties déjà urbanisées des hameaux du Laus et de Terre Rouge.
 - Prioriser les greffes urbaines les plus judicieuses pour une concentration du potentiel de développement sur le Chef-lieu => **au moins 90 % de l'enveloppe foncière en extension à localiser sur le Chef-Lieu**.
 - Viser un objectif de développement résidentiel minimum à l'échéance de 15 ans s'inscrivant dans le respect des objectifs du SCOT avec un objectif d'environ **40 nouveaux logements**.
 - Viser la réalisation d'au moins **10 logements en mixité sociale** (logement familial et/ou social).
 - Réduire la production d'habitat individuel au bénéfice de formes urbaines plus denses sur les secteurs d'urbanisation future en **limitant la part du logement individuel à 40 % du parc neuf**.

Enveloppe d'urbanisation (SCOT) :

Potentiel de rénovation et mobilisation du potentiel en enveloppe agglomérée

+

Potentiel foncier en greffe urbaine sur le Chef-lieu enveloppe foncière en extension : 1,5 ha en PU2



Article L101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Source des photographies

Les photographies ayant une étoile noire en bas à droite sont issues de la page Facebook de la commune: <https://www.facebook.com/cervieres05izoard>

Les photographies ayant une étoile violette en bas à droite sont issues du site internet Geoportail

Les photographies ayant une étoile jaune en bas à droite sont issues du site internet:

<http://montagne-hautes-alpes.over-blog.com/article-cervieres-ski-de-fond-refuge-des-fonts-106776317.html>

Les photographies ayant une étoile orange en bas à droite sont issues de wikipedia

Commune de Cervières

Mairie
Le Chef-lieu
05100 CERVIERES
04 92 20 42 42
cervieres@ccbrianconnai.fr



Document réalisé par

Atelier d'urbanisme et d'environnement CHADO

Dorothee DUSSOL—Charlotte KUENTZ
1 impasse du muséum
05000 GAP
04 92 21 83 12 / 06 83 90 29 62
Mail : atelierchado@orange.fr

